FBSA MOSO

Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire au Burundi - http://fbsa-burundi.weebly.com

LE FBSA EN ACTION

Toute l'actu du FBSA Moso

N°13 - Janvier 2018

PROGRAMME FONDS BELGE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU BURUNDI

Traction animale

DANS CE NUMERO

Coordination

Evaluation de la composante coordination, synergie et complémentarité, P.2
La DPAE Ruyigi apprécie les réalisations du programme, P.3

Appui au secteur agricole

PADASIO : Appui-accompagnement aux producteurs des semences,, P.5
CAPAD : Accès au crédit et remboursement, P.6
Culture de banane : le cœur de la famille, P.7

Santé et Nutrition

Croix rouge : Campagne de dépistage des enfants de moins de 5 ans, P.8

Appui à l'accès aux services

La culture des champignons fait rêver les bénéficiaires du projet PARDERNA, P.9

Editorial

Chers lectrices, lecteurs

Nous saluons la nouvelle année 2018 avec ce numéro 13 du Bulletin du programme FBSA Moso. Dans ce numéro, vous trouverez une série d'articles sur des sujets variés mais avec un objectif commun d'assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Moso. Il est important de noter que la FAO a joué le rôle de synthétiser les évaluations sectorielles mais aussi l'évaluation de la composante coordination dans le cadre des aspects synergie, complémentarité, question transversale.

Dans cette optique, la direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage de Ruyigi donne son appréciation sur les réalisations du programme. D'autres articles mettent en évidence l'alphabétisation des adultes catégories des BATWA, la multiplication de semences pour les cultures qui résistent à la sécheresse ainsi que l'état de remboursement du crédit agricole.

Cette édition vous présente également la campagne de dépistage des enfants de moins de 5 ans. En cette fin d'année, la Croix-Rouge est en train de mener une campagne de dépistage des enfants de moins de 5 ans sur toutes les collines d'action. Cette campagne a débuté au mois d'octobre et a pour but de détecter la situation actuelle de la santé de ces enfants.

Comme à l'accoutumée, cette édition vous présente des témoignages des bénéficiaires dans le but de mesurer l'impact du programme. Il s'agit notamment d'une catégorie des BATWA qui raconte comment ils ont commencé à apprendre à lire, à écrire et à compter. Vous apprendrez aussi les activités de la multiplication de semences de l'igname et de la colocase. Et plus encore, on vivra une histoire d'un expert en matière de la culture des champignons recruté par l'ADISCO.

Enfin, le bulletin se termine par un article sur l'introduction de la culture des champignons dans les communes Cendajuru et Kinyinya.

Bonne lecture à toutes et à tous!

BARANCIRA Nabor
Coordonnateur du Programme FBSA MOSO

Graphisme: Jean de Dieu ININAHAZWE

Comité de lecture: Nabor BARANCIRA, Barnabé NDAYIKEZA, Fiacre FURERO, Jean de Dieu ININAHAZWE, Gustave NTARAKA et Jean Marie NDAYISHIMIYE

Crédit photos: ©FAO/Gustave NTARAKA - ©Jean de Dieu ININAHAZWE

Ce Bulletin d'information est une production de la coordination du FBSA Moso facilité par la CAPAD
27, Avenue Kunkiko, Rohero II, Tél. +257 22 211 79 02
Email: capad_shirukubute@yahoo.fr
Site web: www.capad.info/

Éléments nécessaires pour cultiver les champignons

BARAREMAZA Bernard est un expert en matière de la culture des champignons. Il avait suivi une formation et a cultivé les champignons chez sui tout en respectant la lettre toutes les techniques apprises. Aujourd'hui, grâce à ses réalisations dans ce domaine, il a été recruté par ADISCO dans le dessein de former ses bénéficiaires sur la culture des champignons.

Il raconte : « En générale, ce sont des substances que l'on peut trouver facilement partout. Pour cultiver les champignons, on a besoin des substrats du coton, des déchets ou restes d'arachides, de maïs, de haricots, de sorgho ou de soja. On a aussi besoin d'une petite quantité de calcaire et de coton ainsi que d'un fût pour pouvoir cuire ce mélange de substrat dans le but d'éliminer les microbes. Pratiquement, sur 50 kg de substrat, on a besoin seulement de 10 kg de calcaire. Et s'agissant des semences, on peut utiliser seulement 5 bouteilles. Pour un producteur moyen, il peut débuter avec un capital de 50.000 BIF. Et pour le fût, on peut soit l'emprunter ou soit utiliser une grande casserole ça dépend des quantités de substrat à bouillir. »

Impact des champignons sous l'angle économique

« Les champignons ; tout comme les autres cultures, génèrent des revenus chez le cultivateur. De mon côté, j'avais un capital de 170.000 BIF et un fût lorsque j'ai débuté à cultiver les champignons. Après quelques jours, j'ai récupéré tout cet argent plus un bénéfice de trois fois le capital. Pour un paysan modeste, il n'y a pas de capital exigé pour cultiver les champignons. Chacun peut débuter ce projet selon ses moyens. Et comme le fût coûte cher, il peut même utiliser une marmite. Moi, j'avais utilisé le fût parce que je voulais faire bouillir beaucoup de substrat de coton. Normalement, un fût peut bouillir jusqu'à 50kg de ce substrat de coton. Et une marmite peut bouillir 20kg de substrat de coton. Qui plus est, eu égard à ce que j'ai pu réaliser seul ; si les gens travaillent en groupe, ils peuvent gagner beaucoup plus puisque l'union fait la force, dit-on. »

Du point de vue nutritionnel, les experts affirment que les champignons ont une grande valeur nutritive. Elles sont très riches plus que la viande.

« Bref, la culture de champignon n'est pas très répandue dans la région du MOSO. De cette manière, je ferais un clin d'œil aux cultivateurs de s'intéresser à cette culture puisque les premiers qui divulgueront la culture dans la région auront plus de chance d'en tirer profit plus que les autres. Nous avons espoir que les gens formés tiendront compte cet atout. Au cours de la formation sur la culture de champignons, nous tenons aussi à sensibiliser les participants à mettre en pratique automatiquement chez eux ce qu'ils auront appris pour ne pas rater l'occasion de tirer beaucoup de profit. »

Bernard, explique comment on cultive les champignons

et comités collinaires de la Croix-Rouge. Ces renforcements de capacités se bornent sur la mobilisation communautaire, la méthodologie à adopter par les volontaires et les membres des comités. Dans ces séances, la croix rouge les exhorte à continuer à travailler de connivence et surtout à mettre les enseignements en rapport avec la nutrition dans leurs activités de routine de volontariat. L'état actuel de la situation nutritionnelle de la population est analysé avec les volontaires de la croix rouge.

Cette dernière est en train de réhabiliter les FARN afin qu'ils puissent répondre aux normes de l'hygiène et qu'ils soient dignes d'accueillir les gens. Les mamans-lumières seront dotées de matériel neuf afin de mener à bien leurs missions.

NTAKARUTIMANA Prudencienne

NTAKARUTIMANA Prudencienne habite sur la colline KARINDO de la commune KINYINYA. Elle est une maman-lumière sur cette colline. Le rôle d'une maman-lumière est d'encadrer la communauté et surtout d'être le model dans sa communautés. Une maman-lumière doit être attentive et prodiguer des conseils à ses voisins sur des sujets de bien être dans la famille.

Elle raconte : « Ainsi, la Croix-Rouge nous a dotés des connaissances sur pas mal de thèmes. Nous avons appris comment nourrir les enfants afin de les éviter à attraper des maladies de la malnutrition. A ce sujet, nous appris à préparer de la nourriture et surtout d'une alimentation équilibrée. Ensuite, nous avons appris comment faire des jardins-cuisines, etc. jusqu'aujourd'hui, j'ai encadré 7 groupes d'enfants dans le foyer d'apprentissage de réhabilitation nutritionnelle (FARN).

C'est-à-dire qu'au total 83 enfants ont été accueillis dans le FARN. Tous ont été guéris mais nous continuons à visiter dans les ménages pour voir si les parents respectent toujours ce qu'ils ont appris dans les FARN. Lors de ces visites dans les ménages, nous profitons de l'occasion pour les rappeler ce qu'ils ont appris et surtout nous les invitons à toujours mettre en avant la santé de leurs enfants. Pour le moment, je continue à animer des séances de formation nutritionnelle dans les ménages. Et si j'entre dans tel ou tel ménage, les voisins viennent écouter les enseignements et si quelqu'un me demande de dépister son enfant pour voir l'état de sa santé nutritionnelle, je le fais volontiers et je lui prodigue des conseils si nécessaire.

Nos enseignements se focalisent sur la nutrition, les éléments d'une alimentation équilibrée et surtout dans quels cultures pouvons-nous trouver tel ou tel élément nutritif. Nous développons aussi des thèmes relatifs à l'hygiène, la santé reproductive, les jardins-cuisines etc. »

AGAKURA/ADISCO : La culture des champignons fait rêver les bénéficiaires du projet PARDERNA

BUCUMI Albert, Coordonnateur du projet PARDERNA sur le volet formation entrepreneuriale au sein du programme FBSA-MOSO, a indiqué que le projet PARDERNA œuvre dans le domaine non-agricole.

Pourtant, ce projet est en train d'animer une session de formation sur la culture des champignons. Cela peut paraitre étrange bien sûr, mais celui-ci s'intéresse à cette culture de champignons du fait que cette dernière ne nécessite pas de terrain comme les autres cultures. C'est une culture qui se fait au sein de petites maisons. Qui plus est, son caractère spécial dans la région du MOSO fait que cette culture peut générer beaucoup de revenus chez les bénéficiaires.

Monsieur le Coordonnateur explique : « nous avons introduit cette culture dans le but de contribuer à la lutte contre la malnutrition. Et d'après les experts en nutrition, les champignons remplacent presque totalement la viande. De cette manière, la région du MOSO accuse un manque de cheptel bien qu'il y a des programmes qui essayent de travailler dans ce domaine. Cette culture pourrait alléger la misère des gens au niveau économique et nutritionnel. »

Approche pour la mise en application des leçons apprises

Il ajoute : « Comme nous faisons la promotion de la culture entrepreneuriale, nous avons suggéré la culture des champignons compte tenu de sa rentabilité. Et en guise de collecter le petit capital que nécessite la mise en application des leçons apprises au cours de la formation, nous suggérons aux gens formés de se structurer en groupe d'autopromotion (IGG).

Cette approche est très efficace en ce qui concerne le démarrage de micro-projet. Elle permet de résoudre le problème de moyens de démarrage. Si un groupe d'autopromotion parvient à mettre en application les leçons apprises, nous l'appuyons à avoir des intrants agricoles. »

Attitude des gens de la région face à cette nouvelle culture

La population du MOSO a accueilli favorablement l'introduction de cette culture des champignons. Il suffit pour s'en convaincre de voir leur participation aux séances de formation alors qu'il n'y a pas de frais de déplacement comme jadis. Ils sont très enthousiastes et ce sont eux qui ont suppliés le projet PARDERNA de venir les former. De son côté, le projet leur a dit qu'il n'y aura pas de frais de déplacement puisque le budget est presque terminé. Cela prouve à suffisance combien ils sont animés d'une volonté d'apprendre cette nouveauté.

Producteurs formés

« Ainsi, nous avons formé 27 personnes à CENDAJURU et aujourd'hui ; nous venons de former 40 personnes à KINYINYA. De ceux-là, il peut être créé 7 groupes d'autopromotion (IGG) spécialement pour la culture des champignons. Et au niveau de la commune GISURU, nous allons privilégier l'élevage des abeilles de façon moderne. »

Coordination : Evaluation de la composante coordination, synergie et complémentarité

Le Coordonnateur du Programme FBSA Moso, BANCIRA Nabor, a fait savoir que les réalisations du dernier trimestre de l'année 2017 sont portées sur la revue évaluation à mi-parcours du programme qui avait commencé par des évaluations sectorielles au sein des différentes composantes de ce dernier. La FAO a joué le rôle de synthétiser ces évaluations sectorielles mais aussi d'évaluer la composante coordination dans le cadre des aspects coordination, synergie, complémentarité, question transversale, etc.

Réunion du Comité local de pilotage à KINYINYA

Ainsi, l'activité principale qui a beaucoup préoccupée la coordination concerne la planification de la mise en œuvre des recommandations issues de ce processus. Cette activité a commencé avec une réunion mensuelle d'échange avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du programme sur terrain. Celle-ci a été accompagnée par une réunion du comité national de pilotage pour donner des orientations et prendre les décisions qui s'imposent et prendre des directives à la coordination mais aussi aux différents acteurs et différentes composantes pour asseoir une méthodologie d'exécution des activités au cours de l'année prochaine voire même les activités qui pourraient démarrer immédiatement. Il s'en est suivi des échanges importants sur le désengagement, la préparation de la pérennité des actions pour voir comment assurer une durabilité et comment les activités vont se poursuivre au-delà de la clôture du projet. Ici aussi, il en a été dégagé des recommandations visant à préparer les bénéficiaires à ce qu'ils poursuivent les activités du projet à la clôture de programme.

Collaboration avec les partenaires externes

L'approche préconisée par le programme FBSA Moso est une approche multi-acteur. Monsieur BANCIRA explique : « Je crois qu'il y a de bonnes leçons tirées et qui peuvent même être partagée avec les autres intervenants dans le domaine du développement rural au niveau du pays. A ce niveau, nous sommes satisfaits en ce sens que les différents mécanismes qui étaient préconisés pour assurer la synergie et la complémentarité entre les différents partenaires ont bien fonctionné. Ces mécanismes étaient entre autre le comité national de pilotage, les comités locaux de pilotage, les réunions mensuelles, les visites conjointes sur terrain, les missions de supervision, les réunions mensuelles communales avec les DPAE. A ce sujet, notre constat est qu'on aurait pu faire un démarrage différencié des différentes composantes. Certaines composantes auraient pu démarrer avant les autres afin de permettre que les produits issus des activités menées par les autres partenaires connaissent un démarrage rapide. A titre d'exemple, je peux citer la production des semences. Cette dernière aurait dû démarrer en décalage avec la composante qui s'occupe de la vulgarisation de ces semences, de l'intégration agro-sylvo-zootechnique dans les exploitations familiales intégrées (EFI). Mais également la construction des infrastructures auraient dû démarrer avant notamment la mise en place des hangars de stockage, les centres de santé, les pistes, les adductions d'eau, etc. »

A part les partenaires internes du programme FBSA-MOSO, il y a eu aussi une collaboration avec les intervenants externes dans la région. Ainsi, dans le cadre de la coordination, il était assigné à la FAO d'appuyer le MINAGRIE en ce qui est de la recherche de partenariat de synergie et de complémentarité tant au niveau du FBSA Moso que vis-à-vis des autres intervenants présents dans la zone d'action de ce dernier. Les activités menées dans ce cadre ont consistés en l'identification, en inventaire exhaustifs des différents agents de développement. Il faut entendre les ONG, les autres projets et les partenaires technico-financiers.

Ainsi, poursuit-il : « Après avoir identifié les activités qu'ils menaient et les approchent qu'ils utilisent pour mener leurs activité, nous avons pu élaborer une petite synthèse qui nous permis lors des différentes réunions du groupe sectoriel agriculture et développement rural (GSADR) au niveau de chaque province de les inviter pour pouvoir échanger et de voir, par après, là où nous nous rencontrons et éviter les antagonismes mais plutôt favoriser les synergies et les complémentarités. Cela a aussi permis de pouvoir résoudre ou anticiper les conflits avant qu'ils ne surgissent. Et en termes d'approches, cela nous a permis de voir celles qui nécessitent d'être harmonisées. De cette manière, les approches d'aménagement des bassins-versants, l'approche école-paysans, la gestion et la maintenance des infrastructures communautaires comme les hangars de stockage ou l'entretien des pistes, etc. ont été harmonisées au niveau national. »

Appropriation du programme

Cet aspect a été pris en compte dès le début du programme puisqu'il y a toujours eu une implication de toutes les parties prenantes en amont et en aval dans toutes les actions menées que ce soit dans la formulation ou dans la mise en œuvre. Pour s'en convaincre, il suffit de voir qu'au niveau de la coordination, le comité national de pilotage, les comités locaux de pilotage ; il y a des représentants des bénéficiaires, des représentants des ministères techniques impliqués dans la mise en œuvre du projet ; il y a des représentants du bailleur, des représentants des différents partenaires d'exécution.

« Il y a eu un programme de renforcement des capacités conséquent qui a permis aux bénéficiaires de pouvoir s'approprier les réalisations du programme afin de préparer le désengagement et la durabilité des actiuités. Nous allons mettre à profit l'année qui reste dans des actiuités qui préparent le désengagement par la poursuite des actiuités résiduelles qui subsistent dans certaines composantes et renforcer les autres déjà acheuées. Nous nous réjouissons aussi du rôle qu'a joué l'administration dans ce programme. C'est un acteur incontournable ainsi que les seruices techniques. Nous auons entretenu une bonne collaboration dans toutes les actiuités menées. Par ailleurs, nous pensons que dans les plans comptables de déueloppement communaux (PCDC), ils uont intégrer les aspects de sécurité alimentaire, nutritionnel ainsi que les aspects transuersaux comme les changements climatiques, le genre, etc. », a-t-il conclu.

La DPAE Ruyigi apprécie les réalisations du programme

Lors de son entretien avec la rédaction du bulletin, Monsieur NDIKUMANA Joachim, chargé des opérations au sein de la DPAE Ruyigi a laissé entendre son appréciation des activités réalisées. Il affirme que les activités du programme FBSA Moso dans le domaine qui intéresse la DPAE sont satisfaisantes pour ces 4 années que vient de passer le programme.

Il raconte : « A titre illustratif, je peux citer le cas de la production des semences de qualité. Aujourd'hui, nous nous réjouissons qu'il existe dans la région pas mal de producteurs de semences. Les agriculteurs s'intéressent beaucoup à des semences sélectionnés pour avoir un meilleur rendement. Cet engouement à l'utilisation des semences de qualité a été facilité par les foires exposition-sensibilisation qui ont été organisés dans la région. Je mets un accent particulier à la production des semences puisque c'est un domaine qui était plus que nécessaire dans la région. Il avait été prouvé que les semences que les gens utilisaient avant ce programme étaient de mauvaise qualité et par conséquent, le rendement était très mauvais. Lors de nos visites de routine sur terrain, les gens affirment qu'aujourd'hui leur rendement s'est multiplié par 3 à 4 fois. Vous comprenez qu'il y avait un besoin notoire de ces semences. A part le domaine de la production des semences, nous saluons aussi le niveau d'exécution des autres activités du programme FBSA-MOSO. »

La DPAE se réjouit également de la collaboration qui caractérise le programme FBSA Moso et l'administration locale de la base au sommet ainsi que les services techniques concernés. Cette collaboration est de nature à garantir une bonne appropriation du programme par les bénéficiaires. Qui plus est, cette implication de toutes les parties prenantes y compris les bénéficiaires a permis de préparer une conscientisation de la population dans leur vie quotidienne. Désormais, ils savent qu'ils doivent respecter les consignes pour prétendre à un appui du programme et surtout que cet appui est limité dans le temps.

Faut-il souligner que le programme FBSA-MOSO a répondu en grande partie aux besoins des agriculteurs de la région. Il convient pour s'en convaincre d'aller sur terrain et voir comment les gens ont fait les extensions de leurs exploitations foncières cultivables.

Il ajoute : « En ce moment, les producteurs de semences arrivent à faire la commande eux-mêmes auprès de l'ISABU. Cela montre que les gens ont pris leur destinée en main et continueront cette activité sans attendre un quelconque appui. Une autre chose très important est que les bénéficiaires du projet PADDAM ont bien entretenu leurs propriétés foncières en traçant des courbes de niveau et en y plantant des herbes fixatrices. Cela a eu comme corollaire que ce sont ces mêmes bénéficiaires qui ont eu la chance de remplir les conditions exigées par le projet PNSADR du FIDA pour pouvoir bénéficier des vaches. Ce sont ces bénéficiaires qui avaient des plantes des herbes fourragères et qui avaient des champs protégés contre l'érosion. »

Ainsi conclut-il : « Il y a ceux qui nous disent qu'avant le programme ils exploitaient 2 hectares et que maintenant ils exploitent 5 hectares. D'autres affirment qu'ils n'avaient jamais élevé même un cobaye mais qu'aujourd'hui ils ont une étable de vaches et de chèvres. Par ailleurs, il y a même ceux qui se sont procuré des moyens de déplacement comme des motos sans oublier ceux qui ont appris des métiers et qui vivent grâce à ces derniers. »

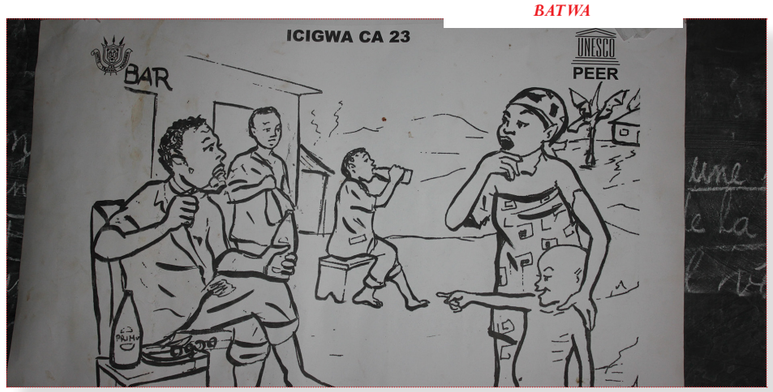
Post-alphabétisation : création des associations

Le projet d'alphabétisation des adultes PASAFED-ALPHA propose un accompagnement post-alphabétisation aux lauréats. Le projet a mis un accent particulier sur la formation des jeunes associations.

Salvator NSABIMANA, coordonnateur du projet PASAFED-ALPHA explique : « Nous avons concentré nos efforts dans le sens de consolider les acquis reçus en alphabétisation. C'est-à-dire qu'une fois que nous avons certifié nos lauréats, nous gardons une attention particulière sur eux pour qu'ils ne retombent pas dans l'illettrisme. Pour ce faire, nous aidons spécialement les néo-alphabètes à constituer des groupes de lecture et qui, par après, formeront des associations d'entraide mutuel. Dans cette optique, nous avons convié notre partenaire CAPAD qui est leader dans la structuration des associations pour nous appuyer dans la création des mutuelles de solidarité (MUSO). Nous travaillons en collaboration pour doter des statuts et des organes dirigeants ces associations de mutuelles de solidarités. Et très récemment, nous avons ouverts en commune CENDAJURU un centre de formation qui accueille exclusivement la communauté des BATWA. Nous avons implanté ce centre sur la colline de NYAMUGARI et les BATWA viennent en nombre impressionnant pour apprendre. Ils sont au nombre de 29 dont 7 hommes et 22 femmes. »

Faut-il encore noter que ce centre nouvellement créé n'observe pas des cas d'abandon et les apprenants sont très fiers et très enthousiastes d'apprendre. Les activités de ce centre ont débuté en septembre dernier. Certes, ils ont la volonté d'apprendre mais ils ont du mal à comprendre rapidement comme les autres. Pour ce, le projet devra prolonger de quelques jours leur formation pour permettre une évolution consistante des connaissances.

Centre d'alphabétisation des BATWA



des ménages accompagnés par PADDAM s'est porté sur la banane (variété FIA 25,23 et 17). Malgré qu'elle soit déjà une culture indispensable dans la vie d'un ménage avant le début du projet ; la population du Moso cultivaient des variétés de banane peu productives et surtout entretenaient très peu leurs bananeraies.

Suite à la demande des bénéficiaires, le PADDAM s'est alors approché de l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS) pour acheter des rejets auprès de multiplicateurs certifiés. 60 150 rejets de variétés améliorées (soit 10 rejets/ménage) ont été distribués à 6 015 bénéficiaires. Ensuite, la population a reçu des formations au sein des exploitations (in situ) et un accompagnement de proximité de la part de l'équipe du projet afin de promouvoir les bonnes pratiques agricoles. Fort des résultats déjà obtenus, aujourd'hui, ceux-sont les agriculteurs mêmes qui enseignent à d'autres agriculteurs.

Les premières récoltes ont eu lieu au cours de la 3ème année et en fin de 4ème année, la production de la banane dans toute la zone d'action a été estimée à 1 130 468.40 kg et le rendement a 49,58T/Ha/an.

Après 4 ans de mise en œuvre du PADDAM, la variété FIA est très répandue dans la région et elle est très appréciée par les agriculteurs comme en témoigne, Monsieur Kagina Ferdinand (ci-bas), bénéficiaire du projet en commune Kinyinya : « avant il n'y avait pas de champs de bananier de variétés (de type FIA) certifiées dans la zone ».

KAGINA Ferdinand

Résidant de la colline KINYINYA, sous-colline RUGOMA en commune KINYINYA, Monsieur KAGINA Ferdinand vit de l'agriculture. Ainsi, a-t-il bénéficie de l'encadrement du projet PADDAM.

Très content, il raconte : « Auparavant, je pratiquais une agriculture anarchique et je ne parvenais pas à avoir une bonne production agricole. Avec l'arrivée du PADDAM, tout a changé chez moi. Le projet PADDAM m'a appris à exploiter ma propriété foncière de façon moderne. J'ai d'abord tracé les courbes de niveau pour protéger mon sol. Ensuite, le projet nous a donné des herbes fourragères à planter sur les courbes de niveau. Et puis, j'ai creusé deux trous de compost et le PADDAM nous a appris que même sans animaux domestiques, il est possible d'avoir de la fumure organique afin de fertiliser nos champs. Après tout cela, le PADDAM nous a donné des semences de qualité que nous avons cultivée. »

Quelles techniques utilisez-vous pour planter les bananiers

Il répond : « Pour planter les bananiers, on prépare d'abord le terrain. Ensuite, on mesure 60 cm depuis la courbe de niveau du haut du champ et du bas du champ. On met par la suite, le piquet et on attache à ce dernier la corde qui sert à mesurer. Et puis, on commence à creuser les trous de 1m de diamètre et 60cm de profondeur. Toutefois, le sol tiré dans les trous est mis autour du trou. Après cela, on apporte le fumier et on fait le mélange de ce dernier avec la terre. Le mélange de la terre et du fumier se compose au moins de la terre contre deux brouettes du fumier pour un trou.

Par la suite, on apporte les rejets de bananiers et on les épluche la partie inferieure des racines. On met cette partie épluchée dans l'eau chaude pendant 30 minutes et on met de cendre à cette partie épluchée avant de le piquer dans le trou. Cela est fait dans le but d'éviter que des microbes puissent attaquer les rejets de bananiers. En piquetant le rejet de bananier, on incline la partie détachée sur le bananier d'origine vers l'ouest et l'autre partie (de derrière) vers l'est. Enfin, avant de piqueter le rejet de bananier, on coupe la tête du bananier en faisant une inclinaison pointue vers la partie de l'ouest afin d'éviter que l'eau de pluie puisse l'infiltrer et pourrir sa tête. »

« Je remercie le projet PADDAM qui m'a permis de voir le bout du tunnel dans mes activités champêtres. Aujourd'hui, je connais pas mal de technique agricole et j'ai parvenu à mettre en application les connaissances acquises. A titre d'exemple, si je vends 10 régimes de bananiers, je peux facilement avoir 50.000 BIF. Jadis, je n'avais pas de bananiers modernes et il m'était difficile d'avoir un bidon de vin de banane ou bien il me fallait au moins 20 régimes de bananes pour l'obtenir. Par ailleurs, aujourd'hui, je peux avoir un bidon de vin de banane avec seulement 2 régimes de bananes. »

Croix rouge : Campagne de dépistage des enfants de moins de 5 ans

La Croix-Rouge poursuit ses activités de routine au sein du programme FBSA Moso. Il est prévu dans ce programme de faire les dépistages des enfants deux fois par an. Cependant, en cette fin d'année, la Croix-Rouge est en train de mener une campagne de dépistage des enfants de moins de 5 ans sur toutes les collines d'action. Cette campagne a débuté au mois d'octobre et a pour but de détecter la situation actuelle de la santé de ces enfants.

Monsieur Jean KIMUZANYE de la croix rouge explique : « Nous avons redoublé d'efforts parce que nous avons d'abord organisé un recensement pour savoir le nombre d'enfants de moins de 5 ans sur les collines. De cette manière, nous avons collaboré avec les autorités locales et nos comités sur les collines. Ce recensement a été organisé dans le but de pouvoir vérifier les pourcentages atteints par rapport au nombre d'enfants recensés. D'une façon générale, nous avons pu dépister 83% des enfants recensés. Sur certaines collines, nous avons remarqué qu'il y a des enfants qui souffrent de la malnutrition bénigne et d'autres qui souffrent d'une malnutrition chronique. Ces derniers, nous les transférons dans des hôpitaux pour le traitement. On dépisté 3126 enfants à Cendajuru, 10928 à Gisuru et à Kinyinya 4976. »

Processus de désengagement

La Croix-Rouge comme les autres partenaires mène des activités qui visent à amorcer le processus de désengagement. Dans cette optique, celle-ci a élaboré un horaire des séances de renforcement des capacités auprès de ses volontaires

BIGIRIMANA Réuérien

BIGIRIMANA Révérien est le représentant de la coopérative « UMWIZERO W'ABARIMYI» œuvrant en commune KINYINYA. Cette coopérative est composée de 73 groupements et compte en général 581 membres dont 423 hommes et 158 femmes. Ainsi, sous les houlettes de la CAPAD et CSA, certains membres de cette coopérative ont bénéficié des crédits auprès de la COOPEC. Il raconte : « De ma part, j'ai bénéficié un crédit d'un montant de 500.000 BIF Comme je suis un multiplicateur des semences, j'ai utilisé ce crédit dans l'exploitation de mon champ de multiplication de maïs. Ainsi, j'ai pu récolter 1.864 kg de maïs. De cette récolte, j'ai amené dans le hangar de stockage 1.300 kg et le reste a servi pour la consommation familiale. Et j'ai pu rembourser sans difficulté ce crédit et sans retard. Ce crédit m'a été d'une grande utilité. Après avoir remboursé, j'ai enregistré un bénéfice qui m'a servi à la mise en œuvre d'autres projets ».

Pas de crédit cette saison

Il ajoute : « Cette saison, nous nous sommes heurtés à un problème d'une coopérative dont les membres ont été défaillants et que, jusqu'aujourd'hui, ils n'ont pas encore apuré leurs dettes. Bien que notre coopérative ait apuré les dettes, la COOPEC nous a dit d'attendre que cette autre coopérative finisse les remboursements. Cette situation nous a beaucoup attristés parce que les projets préparés n'ont pas été financés. Pour remédier à cette situation, la CAPAD/CSA a organisé récemment un atelier de sensibilisation avec les bénéficiaires, l'administration, la FENACOBU et les instances juridiques pour voir comment ces dettes puissent être remboursées. Dans cet atelier, nous nous sommes convenus que les gens à qui, il sera prouvé leur mauvaise foi dans le non remboursement des dettes contractées, ils seront traduits devant la justice. Nous nous sommes aussi convenus que les listes des débiteurs défaillants seront transférées par les administrateurs communaux aux instances juridiques compétentes. Après la tenue de cet atelier, les gens affluent vers la COOPEC pour rembourser puisqu'ils ont su que le fait de ne pas rembourser une dette est un délit pénal réprimé par le code pénal.

Culture de banane : le cœur de la famille

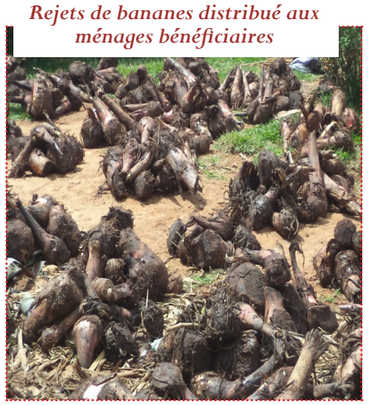
Depuis le début du programme FBSA MOSO jusqu'aujourd'hui, le PADDAM a accompagné les ménages de la Région du Moso, à travers l'approche Exploitation Familiale Intégrée Continue Compétitive (EFICC) dans l'objectif d'augmenter leur résilience en les aidant à diversifier leurs sources alimentaires et de revenus grâce non seulement à la mise en œuvre des concepts techniques mais aussi aux choix de leurs activités agricoles. Ainsi, le ménage qui développe une EFICC est amené à aménager ses terres par type de cultures et d'activités agricoles :

- Une (ou des) culture destinée aux marchés (spéculatives) pour se procurer de l'argent
- Une culture noyau (source de revenus) pour se procurer des revenus mensuels
- Des cultures vivrières et maraichères pour assurer une consommation alimentaire et diversifiée du ménage

Il s'y ajoute une composante environnementale, de lutte contre l'érosion et de maintien de la fertilité du sol.

La culture noyau est la base de l'activité du producteur/de l'approche EFICC. Celle-ci doit être suffisamment productive et assurer la source de revenu principale pour le ménage tout au long de l'année ou tout au moins 7 mois sur 12. Suivant les contextes ; la culture de l'ananas, de la banane, du palmier à huile, du thé ou encore l'élevage de vaches laitières ou de poules pondeuses sont de bons exemples d'activités noyau.

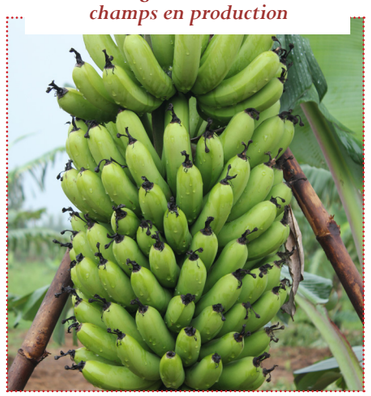
Rejets de bananes distribué aux ménages bénéficiaires



Pour les ménages au Burundi et notamment ceux de la région du Moso, la mise en place d'une culture noyau est effectivement primordiale puisque lors des récoltes (surtout au mois de juillet à septembre), ils ont tendance à tout vendre et vider leurs stocks se retrouvant ainsi dépourvus de quoi manger et de revenu pour les mois suivants.

Le choix de la culture noyau pour la plupart

Un régime de banane champs en production



NKURUNZIZA Jeanine

Elle s'appelle NKURUNZIZA Jeanine et réside sur la colline et zone NYAMUGARI. Ces jours-ci, elle est en train de suivre une formation d'alphabétisation des adultes. Très fière, elle raconte : « Je n'avais pas foulé le pied même dans la première année du primaire, ce qui fait que je ne savais aucune notion de calcul, de lecture et d'écriture. Ainsi, je m'étais inscrite auparavant dans un centre d'alphabétisation des adultes de FLM mais j'ai dû abandonner la formation dès les premiers jours parce que l'on se moquait de nous. Il y avait parmi nous, à cette époque, au moins ceux qui connaissaient quelques notions de lecture et d'écriture. Ceux-là pouvaient se moquer de nous parce que nous ne connaissons rien. Depuis cette période, l'envie d'apprendre la lecture et l'écriture me hantait toujours pour me sentir comme les autres. De surcroit, j'avais du mal à digérer le fait de demander de l'aide quand il s'agit de lire une lettre personnelle. Il advenait aussi que l'on nous volait lorsque nous vendions notre récolte au marché. Toutes ces difficultés m'ont poussé à m'inscrire encore dans le centre d'alphabétisation pour adultes. Aujourd'hui, je connais pas mal de notions en lecture, écriture et calcul. J'ai débuté la formation au mois d'octobre et nous serons évalué par un test au mois de décembre. Ainsi, nous avons suivi des leçons en rapport avec l'hygiène, la santé, l'environnement, etc. Pour moi, c'est une grande fierté de pouvoir lire et écrire. Aujourd'hui, je peux écrire, faire des calculs comme la multiplication, l'addition, la division, la soustraction, etc. »

NIMUBONA Cyprien

Il s'appelle NIMUBONA Cyprien et habite sur la colline GITARAMUKA.

Il dit : « Cependant, j'avais fréquenté l'école primaire mais je n'ai pas pu terminer à cause du manque de motivation chez nous les BATWA ou à cause du manque de moyens ou de matériels scolaires. De cette manière, j'ai répondu à l'appel des autorités locales qui nous incitaient à emboiter le pas aux autres en nous inscrivant auprès du centre d'alphabétisation des adultes. Cette formation est d'une importance capitale parce que l'on ne peut pas se perdre même dans la rue quand on est alphabétisé. On peut lire sur les panneaux publicitaires ou sur les pancartes qui indiquent les lieux.

En plus, je me suis inscrit pour me rappeler les notions que j'avais apprises il y a longtemps mais aussi pour m'intégrer dans la société. Nous nous intégrons dans la société du fait que nous apprenons les notions en rapport avec la santé, l'hygiène, l'environnement, l'agriculture etc. Et de par ces notions, nous changeons nos comportements via les connaissances tirés dans l'alphabétisation. Nous participons aussi dans des réunions collinaires sans complexe. Qui plus est, nous ne sommes pas inquiets de vol par ignorance quand nous vendons notre récolte au marché. »

Centre d'alphabétisation des BATWA

PADASIO : Appui-accompagnement aux producteurs des semences

Le rôle du projet PADASIO au sein du programme multi-acteur du FBSA-MOSO est de rendre accessibles et disponible les semences et plants de qualité surtout pour les cultures de maïs, arachides, haricot, bananier et le manioc. En plus, le projet PADASIO a aussi l'aspect recherche action sur les plantes qui résistent à la sécheresse. Cette recherche est menée en partenariat avec l'ISABU. Le projet collabore également avec l'ONCCS qui est responsable l'homologation de semences. Ces dernières sont entre autre le pois cajan, le niébé, le sorgho, la colocase et les ignames.

Culture des ignames,, Cendajuru

Réalisation dernier trimestre 2017

NDAYIZEYE André, Chef de projet PADASIO à l'UCODE-AMR a laissé entendre que le projet a mené des activités d'appui accompagnement aux producteurs des semences pour cette saison culturale A 2018 dans le but d'intensifier les différentes cultures promues par le projet au sein du programme FBSA. Ensuite, il a également poursuivi l'appui accompagnement aux vendeurs d'intrants et aux artisans qui fabriquent les matériels agricoles innovant. Ces derniers ayant bénéficié un appui financier remboursable.

Ainsi, précise-t-il : « Nos efforts sont centrés sur l'aspect recherche action sur les plantes qui résistent à la sécheresse. Nous envisageons livrer ces dernières en quantité suffisante à la population l'année prochaine. A titre illustratif, nous avons emblavé une superficie de 7 hectares pour la colocase ; pour l'igname, nous avons 3,9 hectares de superficie couverte ; pour la culture du sorgho, nous avons aussi 5 hectares de superficie couverte. Nous avons ensuite emblavé 10,5 hectares de superficie pour le pois cajan et 6,7 hectares pour le niébé. Avec cette superficie pour toutes ces cultures et si les conditions climatiques sont bonnes, nous espérons avoir une production suffisante. Par ailleurs, il y a déjà certaines cultures qui sont au stade de la récolte. Nous estimons que nous pourrons servir des semences jusqu'à plus de 3.500 ménages selon les prévisions. Nos espoirs sont fondés si on tient compte des résultats de la saison passée sur la production qui a servi pour les semences de cette saison. » Le projet PADASIO a amorcé cette saison le processus de partenariat avec l'ONCCS afin d'inscrire ces cultures dans le catalogue des cultures au niveau nationale.

Appropriation des acquis du projet

Le PADASIO a déjà mis en place un système de suivi-accompagnement tout en priorisant que les producteurs puissent se prendre en charge eux-mêmes sans attendre l'appui du projet. Pour la production des semences de qualité, il n'y a aucune crainte de la poursuite des activités parce que dès l'année passée, les producteurs de semences se sont pris en charge en se procurant des semences auprès de l'ISABU via le système de précommande ainsi que dans les activités de labour et d'entretien des champs. Il n'y a pas de doute sur la continuité des activités de production de semences par le fait que les producteurs se sont déjà structurés en groupement pré-coopératifs.

« S'agissant des vendeurs d'intrants, nous sommes aussi rassurés de la continuité de la vente des intrants agrovétérinaires en ce sens que ces derniers ont déjà eu une autorisation officielle de vente de la part du MINAGRIE. Il en est de même pour les artisans qui fabriquent les matériels agricoles, nous constatons que dans certaines communes, ceux qui avaient bénéficié des appuis financiers ont déjà remboursé jusqu'à 95%. » a-t-il déclaré.

BAHATI Alfred

Il s'appelle BAHATI Alfred et réside sur la colline KIGARIKA de la commune CENDAJURU. Il vient de passer 3 années dans le métier de la multiplication des semences. Il raconte : « Durant mes deux premières années, je multipliais les boutures de manioc et les plants de bananiers. Actuellement, je suis en train de multiplier une nouvelle culture des ignames sous l'encadrement du PADASIO. Ainsi, comme nous n'étions pas habitués à cette culture, le projet PADASIO en partenariat avec l'ISABU et l'ONCCS nous ont donné des enseignements sur cette dernière et nous avons jugé bon de la multiplier. Nous avons reçu les semences de cette culture et nous avons appris les techniques sur la façon dont nous pouvons planter l'igname. Cette culture résiste bien à la sècheresse et aux maladies. De cette manière, l'igname nous aidera beaucoup surtout que notre région connait des changements climatiques intermittents. La culture d'igname ressemble aux tubercules comme les maniocs ou les patates douces puisqu'elle pousse dans le sous-sol. Ainsi, dans mon champ, les ignames sont au stade de la floraison. Les gens commencent à m'approcher et à me demander les semences. Je prévois récolter entre 7kg et 10kg dans un seul billon. Nous estimons que la récolte se fera au mois de juin 2018. Nous avons aussi appris que plus les ignames passent un temps suffisamment long dans le champ, plus elles ont une meilleure saveur. »

NDUWAYO Augustin

NDUWAYO Augustin habite sur la colline KARINDO de la commune KINYINYA et fait partie des producteurs des semences encadrés par l'UCODE.

Il explique : « J'ai été choisi par les moniteurs agricoles et les agronomes du projet PADASIO parce que j'étais un agriculteur avéré sur la colline et je possédais une propriété foncière jugée suffisante pour la multiplication de semences. Cette année en cours, je suis en train de multiplier la colocase et le maïs. C'est l'UCODE-AMR qui nous a amené la colocase après avoir constaté qu'elle peut repousser dans la région et surtout qu'elle résiste mieux aux changements climatiques comme la sècheresse. L'UCODE nous a fourni les semences, la fumure organique et le savoir-faire. Et de ma part, je me suis chargé de tout ce qui est de la préparation du terrain. Dans cette optique, j'ai préparé un demi-hectare et j'ai planté la colocase au mois de novembre. Pendant cette période, il n'y avait pas de pluies dans la région mais cela n'a pas empêché cette culture de bien pousser. Dans mon champ, j'ai multiplié beaucoup de variétés de colocase. La plupart de ces variétés sont nouvelles dans la région. »

CAPAD : Accès au crédit et remboursement

Monsieur NTIRAMPEBA Nathanaël, coordonnateur de projet exécuté par CAPAD/CSA au sein du programme FBSA MOSO, a fait savoir que les activités d'appui aux organisations paysannes, d'amélioration des conditions de stockage ainsi que l'accès au crédit ont bel et bien continué au cours du dernier trimestre de l'année 2017.

La facilitation d'accès au crédit diversifiés via les COOPEC auprès des différents groupements pré-coopératifs est l'un des leitmotive des activités de la CAPAD au sein du programme FBSA-MOSO. Ces jours-ci, la CAPAD poursuivi le travail de suivi des recouvrements au sein des groupements pré-coopératifs ayant bénéficiés les crédits. Ainsi l'appui de la CAPAD consiste à créer un lien entre les bénéficiaires membres des coopératives et la COOPEC. Pour ce faire, c'est à travers les coopératives que les bénéficiaires apprennent comment ils peuvent procéder pour prétendre accéder au crédit. Ainsi, les animateurs de la CAPAD/CSA renforcent les capacités des bénéficiaires sur les différentes étapes à franchir pour accéder au un crédit, les avantages y relatifs, comment utiliser à bon escient cet argent, comment confectionner les dossiers de demande de crédits. La CAPAD en collaboration avec les coopératives suivent comment cet argent est en train d'être utilisé et si cet argent est en train d'être remboursé par les bénéficiaires. Par la suite, la coopérative se constitue un aval de ses membres auprès de la COOPEC.

En plus de l'aval de la coopérative, les bénéficiaires donnent d'autres garanties comme une propriété foncière, une maison et par le biais de cautionnement avec les autres membres du groupement de 10 personnes. Ils confirment que la valeur de la garantie présentée doit être suffisante puisqu'au cas où ce dernier ne rembourse pas convenablement, le cautionnement solidaire pourra également contribuer à la constitution de garantie. Ce sont ces groupements de 10 personnes qui acheminent les listes des demandeurs de crédits auprès de la coopérative et cette dernière transmet la liste définitive à la COOPEC qui, à son tour, après validation des dossiers verse l'argent sur le compte de chaque bénéficiaire.

Stockage des productions, Cendajuru

Etat de remboursement

Monsieur NTIRAMPEBA explique : « Si on essaie de comparer le niveau de remboursement des crédits selon les communes d'origine, c'est la commune CENDAJURU qui vient en tête puisque pour le premier lot de crédits, ils sont à 95% de remboursement et pour les seconds crédits ; ils en sont à 88%. En deuxième lieu, il s'ensuit la commune KINYINYA qui est à un taux de 98% de remboursement pour le seul lot des crédits en cours. Une seule personne qui est partie en exil n'a pas pu rembourser une somme de 260.000 BIF. Et en dernier lieu, il y a la commune GISURU qui est à un taux faible de 67% pour le premier lot des crédits et 55% pour le deuxième lot des crédits. Cela étant, nous sommes en train de mener une campagne de recouvrement en collaboration avec l'administration locale». Actuellement, grâce à la pression de l'administration locale et la panique de se voir traduit en justice, les bénéficiaires de crédits sont en train de rembourser petit à petit.